Strasbourg, le 6 novembre 2024 T-PD(2024)47RAPAbr_FR

COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

(Convention 108)

47ème Réunion plénière

Agora, Salle G03
Strasbourg, 4-6 novembre 2024

RAPPORT ABREGE

www.coe.int/dataprotection

Point 1 **Ouverture de la réunion / Déclaration de la Présidente et du Secrétariat**

Le Comité a pris note des informations fournies par la Présidente et le Secrétariat.

Point 2 **Adoption de l'ordre du jour**

Le Comité a adopté l'ordre du jour.

Point 3 **État d'avancement de la Convention 108+**

Le Comité a pris note des informations fournies par le Secrétariat concernant les signatures et ratifications du Protocole d'amendement de la Convention 108 (STCE n° 223, ci-après Convention 108+) : 46 signatures dont 31 ratifications.

Le Comité a tenu un tour de table sur l'état d'avancement du processus interne de signature/ratification dans les États parties, a pris note des informations fournies par les membres du T-PD et a vivement encouragé tous les États parties à signer et ratifier la Convention 108+ dès que possible.

En ce qui concerne le Costa Rica, le Comité a pris note des informations fournies par la Présidente et le Secrétariat sur les derniers développements concernant le processus législatif interne.

Point 4 **Flux transfrontières de données à caractère personnel (MCC, interopérabilité, autres outils possibles)**

Le Comité a pris note de la présentation de l'expert, M. Eduardo Ustaran, et des informations fournies par le Secrétariat. Le Comité a fait un tour de table sur l'utilisation actuelle et prévue des MCC adoptées et a convenu de poursuivre régulièrement ses tours de table sur la question, et a décidé de réfléchir de manière plus avancée s'il convenait de développer davantage des outils ou des instruments afin de faciliter la libre circulation des données lors des prochaines réunions. Le Comité a également pris note du premier forum sur l'interopérabilité et la convergence qui sera organisé par le Secrétariat au premier trimestre 2025.

Point 5 **Interprétation de l'article 11 de la Convention 108 modernisée**

Le Comité a pris note des informations fournies par le rapporteur, M. Gonzalo Sosa et le Secrétariat, a procédé à un échange de vues sur le projet de texte, a invité les délégations à envoyer leurs commentaires avant le 13 décembre et a chargé le Secrétariat, en collaboration avec le rapporteur et le groupe de travail (GT-Art.11), de modifier à nouveau le texte en vue de son éventuelle adoption lors de la prochaine réunion plénière en juin et a décidé d'élaborer des orientations plus avancées à un stade ultérieur.

Point 6 **Technologies améliorant la confidentialité (données synthétiques, LLM)**

Le Comité a pris note de la présentation de l'expert Prof Chris Russell (par vidéoconférence), des informations fournies par le Secrétariat sur les considérations relatives à la confidentialité et à la protection des données dans le contexte de l'apprentissage automatique fédéré et des grands modèles de langage (LLM). Le Comité a procédé à un échange de points de vues et s'est mis d'accord sur l'importance et la pertinence du sujet.

Point 7 **Programme de travail 2022-2025 (suivi)**

Le Comité a procédé à un échange de vues sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme de travail et a décidé de commencer à élaborer des normes internationales sur les considérations relatives à la confidentialité et à la protection des données dans le « federated machine learning » et les LLM comme prochain sujet.

Point 8 **Projet de lignes directrices sur la protection des données dans le contexte des neurosciences**

Le Comité a pris note des informations fournies par la rapporteuse, Mme Alessandra Pierucci, les experts Dr Eduardo Bertoni et Dr Marcello Ienca et le Secrétariat, a procédé à un échange de vues et a invité les délégations à envoyer leurs commentaires avant le 30 novembre et a chargé le Secrétariat, ainsi que le rapporteur, de modifier à nouveau le texte pour discussion lors des prochaines réunions.

Point 9 **Coopération avec d'autres organes et entités du Conseil de l'Europe**

Le Comité a pris note des informations fournies par le Secrétariat de la Commission de Venise, le Comité directeur pour les droits de l'homme dans les domaines de la biomédecine et de la santé (CDBIO) et le Comité sur l'intelligence artificielle (CAI). Le Comité a encouragé ses membres à répondre au questionnaire qui sera envoyé par le Secrétariat dans le cadre de la mise à jour de la liste de contrôle de l'état de droit par la Commission de Venise.

Point 10 **Développements et activités dans le domaine de la protection des données**

Le Comité a pris note des informations fournies par les participants et le Secrétariat, notamment sur les événements suivants : Symposium sur la protection de la vie privée (10-14 juin, Venise), Groupe de travail international sur la protection des données dans le domaine technologique (18-19 juin 2024, Oslo), EuroDIG (17-19 juin, Vilnius), Conférence internationale QUO VADIS AI (18 juin, Athènes), GR-J (20 juin, Strasbourg), 10e session du Groupe de travail de l'OCDE sur la gouvernance des données et la vie privée (28 juin, Paris), 37e Conférence internationale sur les lois relatives à la vie privée et les entreprises (1er juillet, Cambridge), une campagne mondiale de lutte contre la confidentialité menée par le GPEN (9 juillet 2024), Académie de protection des données pour la région des Balkans occidentaux et du Partenariat oriental (9-13 septembre, Bruxelles), Cours d'été sur la législation européenne en matière de protection des données (16-20 septembre, Trèves), première réunion inter-réseaux atlantique des autorités de protection des données personnelles (26 septembre 2024, Rabat), Dialogue politique de haut niveau sur les données Gouvernance (30 septembre - 1er octobre, Montevideo), Table ronde du G7 sur la vie privée (10 octobre, Rome) et 46e Assemblée mondiale sur la vie privée (28 octobre - 1er novembre, Jersey).

Point 11 **Coopération**

Le Comité a pris note des différents programmes de coopération relatifs à la protection des données, en particulier sur le soutien institutionnel en cours aux bénéficiaires de la région du sud de la Méditerranée (Sud V et le prochain programme VI), notamment en Jordanie, au Liban, en Libye, en Égypte, en Algérie et en Tunisie, ainsi que sur la coopération en cours et possible à venir avec les autorités de protection des données dans le cadre de plusieurs plans d'action du Conseil de l'Europe, notamment sur la Moldavie, l'Ukraine et l'Arménie. Le Secrétariat a également fourni des informations sur le potentiel de nouveaux projets de coopération.

Point 12 **Élections**

Le Comité a organisé les élections du Bureau. Les membres suivants ont été élus : Beatriz de Anchorena, Argentine (Présidente), Caroline Gloor Scheidegger, Suisse (1ère Vice-présidente), et Anamarija Mladinic, Croatie (2ème Vice-présidente). Alessandra Pierucci, Italie, Virpi Koivu, Finlande, Gonzalo Sosa Barretto, Uruguay et Ousmane Thiongane, Sénégal ont été élus membres du Bureau.

Le Comité a félicité les membres sortants pour leur contribution exceptionnelle aux travaux du T-PD et a félicité les nouveaux membres du Bureau.

Point 13 **Commissaire à la protection des données**

Le Comité a pris note des informations fournies par le Commissaire à la protection des données et le Secrétariat concernant les activités du Commissaire pendant sa période intérimaire.

Point 14 **Observateurs**

Le Comité a pris note des informations fournies par les observateurs et les participants à la réunion, notamment par les représentants du CICR, Israël, CEDP, GPA et Brésil concernant les événements récents et à venir et les travaux juridiques internes en cours en vue d'une éventuelle coopération future avec le comité.

Point 15 **Prochaines réunions**

Le Comité a pris note des dates de la prochaine réunion plénière qui se tiendra du 17 au 19 juin 2025 (48 ème) à Strasbourg, ainsi que des prochaines réunions du Bureau les 19 et 20 mars 2025 (63ème) et les 17 et 18 septembre 2025 (64ème) (à confirmer) à Paris.

Point 16 **Prix Stefano Rodotà**

Le Comité a pris note des informations fournies par le Secrétariat sur les modifications apportées aux règles du concours, a procédé à un échange de vues et a chargé le Secrétariat de finaliser les nouvelles règles de procédure avec le Bureau et de préparer le lancement du nouveau prix en 2025.

ORDRE DU JOUR ANNOTÉ

	1. Ouverture de la réunion
	Communication de la Présidente **Communication du Secrétariat** **M. Gianluca Esposito, Directeur général des droits humains et de l'Etat de droit du Conseil de l'Europe**
T-PD(2024)46RAPAbr Pour mémoire	Rapport abrégé de la 46ème réunion plénière (5-7 juin 2024)
T-PD-BUR(2024)62RAPAbr *Pour mémoire*	Rapport abrégé de la 62ème réunion du Bureau (11-12 septembre 2024)
T-PD(2021)WP2022-2025 *Pour mémoire*	Programme de travail du Comité 2022-2025
T-PD43(2022)7 *Pour mémoire*	Règlement intérieur
	2. Adoption de l'ordre du jour
	3. Convention 108+ état des signatures et ratifications
	Information fournie par le Secrétariat : Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat et tiendra un tour de table invitant les Etats Parties qui ont signé mais pas encore ratifié la Convention 108+, ainsi que ceux qui ne l'ont encore ni signée, ni ratifiée à présenter l'état d'avancement de leurs procédures de signature/ratification internes. Les délégations venant d'un pays ayant déjà ratifié la Convention 108+ et souhaitant présenter les travaux préparatoires à l'entrée en vigueur du nouvel instrument auront la possibilité de prendre la parole.
• Texte consolidé de la Convention STE n° 108 modernisée • Rapport explicatif • Protocole d'amendement STCE n° 223	• Convention 108+ : tableau des signatures et des ratifications • Convention 108 : tableau des signatures et ratifications
Rapport d'expert (seulement en anglais)	Costa-Rica Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat, tiendra un échange de vues sur les derniers développements et décidera de la suite à donner.
	4. Flux transfrontaliers de données à caractère personnel (MCC, interopérabilité, autres instruments possibles)
Clauses contractuelles types (Compilation seulement en anglais)	Présentation par le Secrétariat. Action requise : Le Comité prendra note de la présentation de l'expert M. Eduardo Ustaran (Hogan Lovells) et des informations fournies par le Secrétariat et organisera un tour de table sur l'utilisation du MCC approuvé. Le Comité discutera également de la nécessité de développer davantage d'outils ou d'instruments pour permettre ou faciliter la libre circulation des données, ainsi que de la nouvelle initiative du Secrétariat concernant un forum sur l'interopérabilité, et décidera du suivi nécessaire.

	5. Interprétation de l'article 11 de la convention 108 modernisée
T-PD(2021)7rev4 *(Ce document a été envoyé aux représentants du T-PD. Il sera également mis à la disposition des participants dans la salle de réunion)*	Informations fournies par le rapporteur et le Secrétariat. Action requise : Le Comité prendra note de la présentation faite par le rapporteur et le Secrétariat, tiendra un échange de vues sur les derniers développements et décidera du suivi necessaire.
	6. Technologies d'amélioration de la protection de la vie privée (données synthétiques, LLM, federated learning)
	Présentation par l'expert Prof Chris Russell (Université d'Oxford) sur les considérations relatives à la protection des données dans le contexte des grands modèles linguistiques (LLM) (par vidéoconférence). Action requise : Le Comité prendra note de la présentation de l'expert, tiendra à un échange de vues et décidera du suivi nécessaire.
	7. Programme de travail 2022-2025 (suivi)
	Action requise : Le Comité procédera à un échange de vues sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme de travail et décidera du suivi nécessaire.
	8. Projet de lignes directrices sur la protection des données dans le contexte des neurosciences
T-PD(2024)2 (seulement en anglais) Rapport d'expert (seulement en anglais) Rapport du CDBIO sur les neurotechnologies et le cadre des droits de l'homme : avons-nous besoin de nouveaux droits ?	Informations et présentation fournies par le rapporteur et les experts Dr Eduardo Bertoni (Faculté de droit de l'Université Américaine de Washington) et Prof Marcello Ienca (Université technique de Munich). Action requise : Le Comité prendra note de la présentation des experts, tiendra à un échange de vues et décidera du suivi nécessaire.
	9. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe
CDL-AD(2016)007 Liste de Critères de l'État de Droit (Commission de Venise)	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat et les instances suivants du CdE : • Mme Simona Granata-Menghini, Directrice, Secrétaire de la Commission de Venise sur la mise à jour de la Liste de Critères de l'Etat de Droit, • Mme Laurence Lwoff, Secrétaire du Comité directeur pour les droits humains dans les domaines de la biomédecine et de la santé (CDBIO), • M Kristian Bartholin, Secrétaire du Comité de l'intelligence artificielle (CAI).

	10. Développements et activités dans le domaine de la protection des données
	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par les participants et le Secrétariat, notamment les événements suivants : Privacy Symposium (10-14 juin, Venise), EuroDIG (17-19 juin, Vilnius), International Conference QUO VADIS AI (18 juin, Athènes), GR-J (20 juin, Strasbourg), 10th Session of the OECD Working Party on Data Governance and Privacy (28 juin, Paris), 37th International Conference on Privacy Laws & Business (1 juillet, Cambridge), Data Protection Academy for the Western Balkans and Eastern Partnership Region (9-13 septiembre, Bruxelles), Summer Course on European Data Protection Law (16-20 septiembre, Trier), G7 Privacy Roundtable (10 octobre, Rome) and 46th Global Privacy Assembly (28 octobre-1 novembre, Jersey).
	11. Activités de coopération
	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	12. Elections
T-PD(2024)4 (seulement en anglais)	Action requise : Le Comité procédera aux élections du Bureau. **Date limite poser sa candidature: Lundi 4 novembre, 18h00**
	13. Commissaire à la protection des données
• Rapport d'activité 2022-2024 • Résolution du CM sur le nouveau Règlement sur la protection des données personnelles	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Commissaire.
	14. Observateurs
• Liste des observateurs • T-PD(2018)04Rev3 - État des lieux et critères d'admission *Pour mémoire*	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par les observateurs.
	15. Prochaines réunions
	Réunions plénières : 48ème Plénière : 17-19 juin 2025, Strasbourg Réunions du bureau : 63ème Bureau : 19-20 mars 2025, Paris 64ème Bureau : 17-18 septembre 2025, Paris Action requise : Le Comité prendra note des dates des prochaines réunions.

	16. Prix Stefano Rodotà
Prix Stefano Rodotà	Le Secrétariat fournira des informations sur les préparatifs en cours pour la prochaine édition du prix. Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat et décidera du suivi nécessaire.
	17. Questions diverses

APPENDIX II

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

Country	Name	T-PD status	Title	Institution
Albania	Besnik Dervishi	Representative	Comissioner	Information and Data Protection Commissioner of Albania
Albania	Ms Pjerina Mema	Deputy	General Director of the Personal Data Protection Department	Information and Data Protection Commissioner of Albania
Andorra	Resma Harish Punjabi	Representative	Director	Andorran Data Protection Agency
Andorra	Belina Babi	Deputy	Inspector	Andorran Data Protection Agency
Argentina	Beatriz de Anchorena	Representative	Director of Argentina National Authority	Access to Public Information Agency (AAIP)
Armenia	Mr Grigor Nersisyan	Representative	Head of Personal Data Protection Agency	Personal Data Protection Agency of the Republic of Armenia
Austria	Stefanie Dörnhöfer	Representative	Deputy Head	Directorate for Data Protection Federal Ministry of Justice
Bosnia and Herzegovina	Dragoljub Reljić	Representative	Director	Personal Data Protection Agency
Bulgaria	Hristo Alaminov	Adviser	Head of the International Cooperation and Project Management Department	Commission for Personal Data Protection (CPDP)
Cabo Verde	Jose Maria de Pina	Deputy	Member of the CNPD	National Data Protection Commission
Croatia	Anamarija Mladinić	Deputy	Head of Department for Legal Affairs	Cooperation and Projects
Denmark	Ane Caroline Meyer Nilsson	Representative	Head of Section, Department for Data Protection	Ministry of Justice
Estonia	Pille Lehis	Representative	Director General	Estonian Data Protection Inspectorate
Estonia	Kristi Värk	Deputy	Head of the Data Protection Law Division	Ministry of Justice
Finland	Virpi Koivu	Representative	Senior Ministerial Adviser (Data Protection Affairs), Department for Democracy and Public Law, EU Law and Data Protection	Ministry of Justice
France	Irvin HERZOG	Representative	Conseiller juridique	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
France	Najma Bichara	Deputy	Service des Affaires européennes et internationales	Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)
Georgia	Lela Janashvili	Representative	Head of Personal Data Protection Service	Data Protection Service
Georgia	Ana TOKHADZE	Adviser	Head of the Department of International Relations, Analytics and Strategic Development	Personal Data Protection Service
Germany	Elsa Mein	Representative	Data Protection (V II 4)	Federal Ministry of the Interior, Building and Community (BMI)
Germany	Stefan NIEDERER	Adviser		The Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information - Division 14 - European and International Affairs

Germany	Marc Schlegel	Adviser	Legal Advisor	Division 14 - European and International Affairs, Office of the Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information Germany (BfDI)
Hungary	Tamas Bendik	Deputy	General Vice-President	National Authority for Data Protection and Freedom of Information (NAIH)
Italy	Alessandra Pierucci	Representative	Chair	Garante per la protezione dei dati personali
Latvia	Ieva Žeimunde	Deputy	Lawyer	Legal Department, Data State Inspectorate
Liechtenstein	Julia Stütz	Deputy	Deputy Data Protection Commissioner	Data Protection Authority
Lithuania	Danguole Morkuniene	Representative	Deputy Director	State Data Protection Inspectorate
Luxembourg	Solène Bennet	Deputy	Commission nationale pour la protection des données, Ministère d'Etat	
Malta	Ingrid Camilleri	Representative	Head of Legal Unit	Office of the Data Protection Commissioner
Monaco	Corinne Laforest De Minotty	Representative	Chargée de Missions auprès du Conseiller de Gouvernement	Ministre des Relations extérieures et de la Coopération, Département des Relations Extérieures et de la Coopération Ministère d'Etat
Monaco	Estelle SOURMAILLE	Deputy	Chef de section au Secrétariat Général du Gouvernement	
Morocco	Omar Seghrouchni	Representative	President	Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP)
Morocco	Leila Jirari	Deputy		Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP)
Morocco	Souhaila Chaoui	Adviser		
North Macedonia	Imer Aliu	Representative	Director	Personal Data Protection Agency
Poland	Maria Owczarek	Representative	Deputy Head of International Cooperation and Education Department	Department of International Cooperation and Education, Personal Data Protection Office (UODO)
Poland	Mirosław Wróblewski	Adviser	President	Personal Data Protection Office (UODO)
Portugal	Maria da Luz Rodrigues do Ó	Representative	Legal Advisor in the Ministry of Justice General Secretariat	Data Protection Officer for the Ministry of Justice
Republic of Moldova	Victoria Muntean	Representative	Director	National Center for the Protection of Personal Data
Republic of Moldova	Zoia Cojocari	Adviser	Head of the External Relations and European Integration Department	
San Marino	Patrizia Gigante	Representative	Vice President	Autorité de Protection des Données de la République de Saint-Marin
Senegal	Ousmane Thiongane	Representative	President	Commission de protection des données personnelles (CDP)
Slovakia	Maria Drabekova	Representative		Office for Personal Data Protection of the Slovak Republic
Sweden	Henrik Starfelt	Representative	Advisor	Division for Constitutional Law, Ministry of Justice
Switzerland	Caroline Gloor Scheidegger	Representative	Cheffe du Domaine de direction Relations internationales, Cantons	Préposée fédérale à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Domaine de direction Relations internationales, Législation, Cantons
Tunisia	Khadija ALOUI	Deputy	Consul général de Tunisie, Strasbourg	Tunisian Consulate in Strasbourg

Türkiye	Mustafa Celayir	Advisor	Counsellor	Ministry of Justice
Ukraine	Yuliya Viktorivna Derkachenko	Representative	Representative of the Commissioner for Information Rights	
Gibraltar	Gerard Fitzgerald	Adviser	Deputy Head of Information Rights	Gibraltar Regulatory Authority
United Kingdom	Hajer Al-Hamali	Representative	Head of Multilateral Engagement (Department for Science, Innovation and Technology)	
United Kingdom	Natasha Angwin	Adviser	Senior Policy Advisor	UK Home Office
United Kingdom	Blandine CASSOU-MOUNAT	Adviser	Principal Policy Adviser – International Regulatory Cooperation Directorate (International)	Information Commissioner's Office (ICO)
Uruguay	Mr Gonzalo Sosa Barreto	Representative	Executive Council of the URCDP	AGESIC

AFAPDP	Nafissatou KEPPA	Observer	Chargée de mission	AFAPDP
BERMUDA	Alexander McD White	Observer	Privacy Commissioner	
Brazil	Lucas Costa dos Anjos	Observer	Data Protection Specialist	International Affairs Unit, National Data Protection Authority (ANPD)
Data Protection Commissioner	Jean-Philippe Walter	Observer	Data Protection Commissioner	Council of Europe
Delegation of the European Union to the Council of Europe	Dora Schaffrin	Observer	Legal Adviser	Delegation of the European Union to the Council of Europe
EDPS	Olivier Matter	Observer	Head of International Cooperation	EDPS
ICRC	Stephane Kolanowski	Observer	Regional Data Protection Officer for Europe and Central Asia	ICRC
ISRAEL	Sharon AZAYRA	Observer	Head of International Relations, Innovation and Policy Development Department	Privacy Protection Authority

Eduardo Bertoni	Expert	Center for Human Rights and Humanitarian Law ate the American University Washington College of Law.
Marcello Ienca	Expert	School of Medicine and Health, Technical University of Munich (TUM)
Eduardo Ustaran	Expert	Hogan Lovells
Chris Russell (via videocall)	Expert	Oxford Internet Institute, University of Oxford

COUNCIL OF EUROPE BODIES AND SECRETARIAT /
ORGANES ET SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

DGI Direction générale droits humains et Etat de droit / DGI Directorate General Human Rights and Rule of Law

Gianluca Esposito, Director General of Human Rights and Rule of Law

Simona Granata-Menghini, Director, Secretary of Venice Comission

Laurence Lwoff, Head of Human Rights and Biomedicine Division /Chef de la division Droits humains et biomédecine (CDBIO)

Kristian Bartholin, Secretary of Committee of Artificial Intelligence (CAI)

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Albina Ovcearenco, Head of Data Protection Unit / Chefe de l'unité de protection des données

Péter Kimpiàn, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité